

## LA RADIATION ADMINISTRATIVE DES CHÔMEURS

*Un programme démagogique  
et une action économique réfléchie*

### *Un système mécanisé, déshumanisé et de plus en plus difficile à contrer*

Depuis une dizaine d'années, sous couvert de fiabilisation des fichiers, de lutte contre les tensions sur le marché du travail, de chasse aux fraudeurs ou autres oisifs professionnels, les diverses forces politiques s'étant succédées au pouvoir ont toutes pris le plus grand soin à optimiser le système d'élimination massive (statistiquement parlant) des chômeurs en réduisant à son minimum l'intervention humaine et en mécanisant à l'extrême les processus amenant à la sanction. Nos dirigeants ont d'abord déculpabilisé un grand nombre d'agents et ont ainsi réussi à court-circuiter ceux qui ne se gênaient pas pour ralentir la machine, voire la saboter. Parmi ceux-ci on compte un grand nombre de militants, syndiqués ou sympathisants de la CGT. Autant vous le dire franchement nous en sommes fiers.

### *Des possibilités de recours nébuleuses qui dédouanent les responsables*

Ensuite, en jetant un voile de fumée sur les possibilités de recours ou d'appel, notre administration ôte à ceux qui ne voudraient pas subir sans réagir, les moyens d'être efficaces. Les arguments du type "*C'est pas nous c'est la machine, faites une lettre au DALE et quand vous aurez un refus écrivez au DDA qui transmettra à la DDTEFP*" ne peuvent que renforcer le sentiment d'être livrés à un système déshumanisé contre lequel il est difficile de lutter. Or, il ne nous revient pas d'être les défenseurs ou les protecteurs de ce système.

Notre devoir est de dire la vérité aux usagers :

**C'est le Directeur d'agence locale qui prend la décision.**

Que les signataires assument leurs actes !

### *Des sanctions disproportionnées*

Nous n'avons pas à nous mettre en danger en endossant des responsabilités qui ne nous reviennent pas, et des décisions qui nous échappent totalement. Car le danger est bel et bien réel, réalisons que quand on prive des personnes, souvent avec charge de famille, de tout revenu pendant deux mois (ou plus) pour n'être pas venus à un rendez-vous, il peut y avoir des incidents. Comment réagirions-nous si, pour un retard ou un jour de travail raté on nous privait de deux mois de salaire? Il convient d'insister là dessus, les sanctions sont démesurées et peuvent entraîner des individus dans des situations critiques. A titre d'exemple, financièrement il vaut mieux faire un excès de vitesse de 40 km/h ou conduire en état d'ébriété que de rater un entretien à l'ANPE.

C'est inacceptable parce qu'injuste et nous devons nous opposer tous les jours d'avantage à ce système.

# CGT ANPE 13

*libres, responsables, syndiqués*

## ***Gestion de la liste ou main mise du patronat sur les politiques publiques ?***

Ces méthodes visent-elles vraiment à réduire le chômage ou plutôt à servir des intérêts particuliers. Tout économiste averti vous le dira, la présence d'un important contingent de chômeurs intéresse directement les tenants de l'économie libérale pour l'effet direct qu'ont ceux-ci sur les niveaux des salaires pratiqués dans les entreprises. En effet les salariés en poste deviennent les victimes quotidiennes du chantage bien connu : « *si t'es pas content, il y en a des milliers qui attendent ta place* ». Mais évidemment ceci ne peut marcher que si les demandeurs d'emploi se retrouvent en situation de devoir accepter n'importe quel emploi à n'importe quelle rémunération. C'est donc dans cet unique objectif que le patronat français, MEDEF en tête, a fait pression (sans avoir à trop forcer) sur les différents gouvernements de ces dix dernières années pour prendre des mesures en ce sens. De l'obligation de recherche « *active* » d'emploi au plan de cohésion sociale annulant la possibilité légale pour un demandeur d'emploi de refuser une offre ne correspondant pas à son niveau de qualification les mesures se sont succédées dans cette période. Quant aux maisons de l'emploi, Aubry en rêvait, Borloo l'a fait.

Il est clair que la création de véritables usines à radier dans les ALE n'a jamais eu pour but de réparer cette prétendue injustice: "*certains travaillent dur pour gagner peu, d'autres perçoivent de grasses allocations les encourageant à ne rien faire.*"

**Quant à l'argument de la lutte contre les tensions sur le marché de l'emploi, il ne trouve sa justification que dans un faux débat.** Les secteurs d'activité concernés (hôtellerie, restauration...) ne pouvant pas délocaliser préfèrent faire pression sur les pouvoirs en place pour leur demander de leur fournir de la main d'œuvre bon marché qui viendra, de gré ou de force (RMA), alors qu'ils devraient proposer des conditions attractives en terme de rémunération, évolution professionnelle, conditions de travail...

### **Les délocalisations : un remake de " prends l'oseille et tire toi... "**

Les délocalisations à l'étranger ou même à l'intérieur d'un pays n'existent que par les effets d'aubaine qu'elles génèrent (embauches à des salaires moindres, aides à l'installation, primes gouvernementales etc...). A ce titre, il convient de s'interroger sur les chantages à l'emploi actuellement en vogue dans les grandes entreprises. Comment accepter qu'AOL envisage de supprimer 120 postes à Marseille, alors que ceux ci ont été créés à l'aide de fortes aides publiques (SAE, CIE), que d'autres entreprises fassent travailler leurs salariés 39 heures payées 35 après avoir encaissé les aides au passage aux 35 heures (*Bosch*) que d'autres encore (*Thomson CSF* par exemple) soient directement subventionnées par des collectivités locales qui cèdent au chantage à l'emploi.

### ***Ne nous y trompons pas !***

Les opérations de "*qualification de fichiers*" (toujours dans les métiers dits "*en tension*" bizarrement), n'ont pour autre but que d'œuvrer dans ce sens là.

Ne tombons pas dans le piège des argumentations bancales du type un "*mal nécessaire*" ou "*ça va les redynamiser dans leurs recherches*" car on n'aide pas les gens en les sanctionnant ou en les mettant dans des situations économiques très difficiles

LE SYSTEME EST ASSEZ DUR COMME ÇA, REFUSONS D'EN RAJOUTER

**CHÔMEURS CE N'EST PAS LEUR METIER !**

**EXCLURE CE N'EST PAS NOTRE METIER !**